

de lui adresser au cours de mon intervention de manière à nous fournir un exposé plus détaillé de notre situation vis-à-vis l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

Il serait vain, bien entendu, de prétendre que les délibérations du Conseil Nord-Atlantique se sont déroulées jusqu'ici sans heurts et sans à-coups. La réunion qui a eu lieu à Ottawa a fait ressortir certains faits. On peut peut-être affirmer quelle a jusqu'à un certain point démocratisé l'institution. Elle a en tout cas permis à certaines des petites puissances, qui avaient eu jusque-là l'impression que leurs voix n'étaient pas entendues comme celles des puissances plus importantes, de prendre place au Conseil de l'Organisation.

Une chose m'a frappé à propos de la réunion à Ottawa. Je parle uniquement en ma qualité d'observateur de l'extérieur, présent à Ottawa, lorsque la réunion s'y tenait.

Certains pays d'Europe ne voulaient pas que leur économie fût trop modifiée par les engagements pris envers l'OTAN dans le domaine militaire afin de maintenir chez eux un programme de sécurité sociale leur permettant d'empêcher le communisme redouté de prendre racine à l'intérieur tandis qu'ils se préparent à l'arrêter à l'extérieur avant qu'il commette une agression. Tel est, je suppose, l'un des principaux problèmes qui se pose pour l'OTAN.

Jusqu'ici, plusieurs comités se sont occupés d'établir ce qui est nécessaire. Le véritable problème, toutefois, consiste à déterminer dans quelle mesure les pays sont prêts à se charger du fardeau qu'il faudra porter pour sauvegarder la paix. Lorsque le ministre se rendra à Lisbonne, je veux croire qu'il y apportera des plans bien concrets de la part du Canada qui pourront être coordonnés avec ceux d'autres pays de l'OTAN. De cette façon, il résultera de la réunion de Lisbonne non pas un programme idéal, un programme théorique mais un programme concret.

Si la réunion de Lisbonne ne produit pas un programme vraiment utile aux yeux des gens de notre pays et des autres pays, je crains bien que l'enthousiasme, l'appui que susciterait normalement l'OTAN ne diminue.

Ayant été depuis le début l'un des ardents tenants de l'OTAN, je pense que nous devons nous assurer que notre pays n'appuie pas l'OTAN en paroles seulement mais aussi qu'il s'acquie de ses engagements dans la mesure où nous le devons en vue de sauvegarder la paix.

Ainsi que l'a mentionné le ministre, deux pays de plus feront partie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord. Je ne saurais appuyer trop fortement ce que vient de dire le ministre, lorsqu'il a souligné qu'il faut faire disparaître jusqu'aux derniers vestiges

d'incertitude à l'égard de ces régions critiques et délicates dans les diverses parties du monde.

Je suis convaincu que l'incertitude, l'indécision et l'hésitation constituent une véritable invitation aux ennuis dans ces régions. Je suis certain que si, avant de franchir le 38° parallèle en juin 1950, il n'y avait eu ni incertitude ni hésitation de la part des Nations Unies, ceux qui dirigent les armées rouges, qu'il s'agisse de Nord-Coréens, de Chinois ou de Russes, n'auraient même pas dépassé le 38° parallèle. Compte tenu de ces événements, il me semble que le risque que voient certaines gens dans l'acceptation de la Turquie et de la Grèce comme membres de la communauté de l'Atlantique-Nord n'est pas aussi grand qu'ils voudraient nous le faire croire. Certains signalent qu'il y a deux points sensibles pour les Russes, les Dardanelles, la mer de Marmara et le Bosphore, puis l'Elbe en Allemagne; mais il ne faut pas oublier qu'on a prétendu la même chose lors de l'admission de la Norvège au sein de l'Organisation. Les gens disaient que la Norvège courait un grand risque. Les Norvégiens qui cherchent à préserver la paix courent peut-être un grand risque, surtout lorsqu'un pays menacé à ce point par la Russie s'affilie à un tel organisme de défense, comme il est censé l'être.

Mais, si mes renseignements sont exacts, il est plutôt étrange que les Soviets aient envoyé exactement le même genre de note aux Norvégiens, qu'aux Turcs et aux Grecs, pour protester contre leur accession au Traité.

A mon avis, cela révèle que, si les Soviets sont disposés à bouger, ils ne le feront pas uniquement parce que nous avons assuré que, s'ils le font dans un endroit agité et s'attaquent à une nation, tous les autres pays de la même organisation prendront les mesures nécessaires pour enrayer l'agression. Je crois qu'il est temps que nous mettions en pratique les leçons que nous ont enseignées les deux guerres mondiales et je suis un de ceux qui sont tout à fait d'avis que nous ne devrions pas permettre qu'un nuage d'incertitude recouvre la mer Égée ou la mer de Marmara ce moment. Il s'agit d'un coin stratégique parce que les Soviets cherchent aujourd'hui à se rapprocher des ports situés sur les mers chaudes. C'était la ligne de conduite du temps des anciens tsars. Quant aux actes des Soviets en dehors du mouvement communiste même, où la Russie en tant que nation s'oppose aux autres parties du globe, il existe dans l'ensemble une ressemblance extraordinaire entre la politique étrangère de l'ancien tsarisme et la politique extérieure actuelle des Soviets.